

enoromi

Magazine

MANAGEMENT

14

**Brice Clotaire
OLIGUI NGUEMA**

*Conférence des 3 bassins
forestiers tropicaux : la voix
du Gabon restaurée.*

+

ÉCONOMIE

*Travaux publics : Relance de
l'entretien routier après 10 ans
d'inactivité.*

ACTUALITÉ

*Économie : Le Gabon ne pourra
pas échapper aux sanctions
financières.*



**SCANNEZ
LE QR CODE**

Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >

Conseil Gabonais des Chargeurs



Au service des **Importateurs**
et **Exportateurs**

Nos Missions

- L'Assistance aux Chargeurs;
- L'Encadrement du Trafic de Fret Multimodal;
- La Traçabilité des Cargaisons;
- La Promotion des moyens de transports moins agressifs pour l'environnement;
- La Gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.

3



Représentations

- Représentation Europe & Amériques
- Représentation Ogooué-Maritime et sud Gabon
- Représentation Nord Gabon

1



Réseau mondial de Mandataires

- FRABEMAR - AFRICAN DESK
- TRANS YASSINE

10



Bureaux et antennes

(Owendo, Port-Môle, Acaë, Ntoum Nkok, Aéroport, Oyem, Bitam)



DIRECTION GÉNÉRALE

Owendo en face de la gare SETRAG
BP : 1163 Libreville - Gabon
Tél : (+241) 011.70.75.85 / 011.70.75.86
(+241) 066.14.86.19
E-mail: infos-assistance@cgcgabon.com
Site web : www.cgcgabon.ga

REPRÉSENTATION OGOOUÉ MARITIME ET SUD GABON

Port-Gentil à l'ancien Port-Môle
BP : 360
Tél : (+241) 011.55.25.86
Fax : (+241) 011.56.01.17

REPRÉSENTATION EUROPE ET AMÉRIQUES

Paris
4, Avenue Franklin-Roosevelt
BP : 75 008 Paris
Tél : (+33) 1 56 59 91 52
Fax : (+33) 1 49 53 09 31

Directeur de publication
Seif Mostley

Rédacteur en chef
Griffin ONDO

Graphisme & maquette
Davy MEGNIE  Think different

Webmaster
Simon Steven OBAME

Photographies
Junior Photographie

Régie publicitaire
Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction
Jean Paul Augé OLLOMO
Brice GOTOA
Mikel DOUSSENGUI
Dorine Henry M.

Tirage mensuel
5000 exemplaires

Imprimé par
Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville
Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem
Hôtel Marguerite

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine



ÉDITO

LE GOUVERNEMENT ENTEND FAIRE CE QU'IL FAUT POUR ÉCHAPPER AUX SANCTIONS.

Malgré la situation de régime d'exception qui s'est imposée le 30 août dernier, mettant entre parenthèses l'ordre constitutionnel, le Gabon enregistre de belles performances depuis cette date, confortant ainsi la crédibilité du pays. En rétablissant la task-force sur la dette, les autorités ont également favorisé la correction de la note souveraine du pays par les agences de notation telle que Moody's. Mieux, le Gabon a procédé, le 4 octobre 2023, au remboursement de la somme de 31,6 milliards de FCFA représentant le capital de l'emprunt par appel public à l'épargne lancé quatre ans plus tôt.

Lors de sa rencontre avec la Fédération des entreprises du Gabon (FEG), le 31 août 2023, le président de la Transition, Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, avait annoncé le paiement de la dette intérieure comme une priorité. Un engagement soutenu par le Premier ministre, Raymond NDONG SIMA, le 27 septembre dernier devant la presse, mais avec une nuance s'inscrivant dans l'idée de la satisfaction de toutes les créances de l'État en vue de maintenir la confiance des partenaires financiers.

« Oui, on va régler la question de la dette intérieure, mais il y a une règle de base dans le milieu financier qui dit qu'on ne peut pas faire de discrimination entre les créanciers. Ça veut dire que vous ne pouvez pas privilégier les créanciers de l'extérieur sur ceux de l'intérieur ni privilégier les créanciers de l'intérieur sur ceux de l'extérieur. La promesse qui a été faite est que la dette intérieure sera traitée, mais il faut que nous donnions une réponse groupée à la dette intérieure et à la dette extérieure. C'est pour ça que nous devons discuter avec des gens, convaincre les gens que nous avons besoin de donner un peu d'oxygène à l'économie intérieure, aux opérateurs intérieurs. On ne peut pas faire ça sans avoir une discussion et en accord avec les autres créanciers. C'est une question de bon sens », avait indiqué le chef du gouvernement de la Transition.

C'est assurément la raison pour laquelle il a d'ailleurs rencontré, lors de la 78^e Assem-

blée générale des Nations Unies, plusieurs responsables du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Japon, de la Chine et de l'Union africaine. Il en va de même pour l'activisme actuel des ministres du Budget et de l'Économie auprès de l'Union monétaire d'Afrique centrale (UMAC) et la Banque africaine de développement (BAD).

Ainsi, il faut croire que trouver un accord avec les bailleurs bilatéraux et multilatéraux donnera un champ d'intervention plus large pour le règlement de l'ardoise intérieure. Une dette intérieure qui est passée entre 2022 et 2023 de 400 à 3 000 milliards de FCFA, soit 22% du PIB.



Seif Mostley
Directeur de publication

Dans le même temps, notwithstanding la volatilité des cours des matières premières, le gouvernement s'attèle à faire de notre pays une destination viable pour les investissements étrangers. C'est tout le sens de la présence du ministre du Pétrole, Marcel ABEKE, à l'Africa Oil Week qui s'est tenue à Cap-Town en Afrique du Sud, du 9 au 13 octobre 2023.

Le bassin sédimentaire gabonais est encore quasi inexploré à ce jour. Il reste densément riche en minerais quoique notre réintégration à l'ITIE semble sur le point de faire l'objet d'une nouvelle suspension. Le conseil d'administration de cette entité a déclaré, le 10 octobre, que notre pays « fera l'objet d'une surveillance active pendant une période de trois mois, se terminant le 9 janvier 2024 ». L'opération de recensement des artisans nationaux dans l'exploitation aurifère peut constituer un pas essentiel vers un assainissement du secteur.

Quoi qu'il en soit, ce mois d'octobre est déterminant pour le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Il doit pouvoir convaincre sur deux points : garantir un climat social stable et apaisé, et satisfaire les partenaires du Gabon, en respectant tous les agendas. ●

Sommaire



10

Actualité.

Justice : Affaire Gabon Média Time À quand la fin de l'abus de pouvoir des magistrats ?

ACTUALITÉS

06 Economie :

Le Gabon ne pourra pas échapper aux sanctions financières selon Mays MOUSSI.

08 Comité ministériel de l'UMAC :

Charles M'BA et Mays MOUSSI en opération de charme à Douala.

10 Justice :

Affaire Gabon Média Time : À quand la fin de l'abus de pouvoir des magistrats ?

12 Coopération :

Visite de Tidjane THIAM aux autorités de la Transition : L'étrange controverse.

ENQUÊTE

19 Aviation civile :

Pourquoi ça vole si bas ?

DOSSIER

22 Pétrole et gaz : *Maurel & Prom en passe de devenir le nouveau « patron » de l'onshore gabonais ?*

ECONOMIE

28 Travaux publics : *Relance de l'entretien routier après 10 ans d'inactivité.*



14

A la Une.

Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Conférence de 3 bassins forestiers tropicaux : la voix du Gabon restaurée.

La capitale congolaise Brazzaville a accueilli l'un des plus importants sommets dédiés à la protection des bassins forestiers et de leurs biodiversités de l'année. Cette rencontre internationale a également permis au Président de la transition gabonaise de participer à sa première grande réunion internationale. Une participation qui s'est avérée être une grande réussite.



19

Enquête.

Aviation civile :
Pourquoi ça vole si bas ?

I **INVESTISSEMENT**

30 **BAOWU :**

Le géant chinois de la sidérurgie montre de l'intérêt pour le fer de Baniaka.

S **SOCIÉTÉ**

32 **Le CTRI :**

À l'épreuve de la grogne sociale.

G **GRAND ANGLE**

34 **Transition et Régies financières :**

Les nouveaux responsables connus.

I **INTERNATIONAL**

36 **Poursuite de la tournée d'explication du président de la transition du Gabon.**

P **UBLIREPORTAGE**

38 **La Cemac en prospection à Paris pour le financement de 13 projets intégrateurs.**



22

Dossier.

Pétrole et gaz : *Maurel & Prom en passe de devenir le nouveau « patron » de l'onshore gabonais ?*

Actualités



Économie : Le Gabon ne pourra pas échapper aux sanctions financières selon Mays MOUISSI.



Le 30 août 2023, les militaires réunis au sein du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) ont pris le pouvoir à Libreville. Ce coup d'État perçu comme une libération pour les Gabonais a été condamné par la communauté internationale qui a appelé au respect de l'ordre constitutionnel. Les organisations sous-régionales ont été les premières à suspendre le pays de toutes leurs activités. Mais, en plus de ces conséquences politiques, il est également envisagé des répercussions économiques et financières pour le Gabon. Afin d'être préparées à toutes les éventualités, les autorités de la Transition comptent sur une mobilisation plus efficiente des ressources internes par les services des impôts et des douanes.

Lors de son voyage à New York, en marge de la 78^e Assemblée générale des Nations Unies, le Premier ministre de la Transition, Raymond NDONG SIMA avait pris le soin de rencontrer les partenaires internationaux du Gabon. Il a notamment échangé avec plusieurs représentants des Nations Unies, des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Japon, de la Chine et de l'Union africaine. Il a plaidé pour que le Gabon ne soit pas isolé ni sanctionné financièrement, mais plutôt accompagné tout au long de la Transition en cours.

Cependant, au cours de sa conférence de presse du 27 septembre dernier, il a attiré l'attention de tous les acteurs sur l'éventualité des sanctions qui pourraient frapper le pays en considérant les textes régissant le fonctionnement des organisations bilatérales et multilatérales ainsi que les partenaires financiers.

Depuis cette sortie, les États-Unis ont décidé de la suspension de certains de ses programmes d'aide extérieure. Cependant, si la situation semble encore rassurante, le gouvernement pour sa

part joue la carte de la prudence et se prépare en conséquence. Le 3 octobre 2023, le ministre de l'Économie et des Participations, Mays MOUISSI, lors de la cérémonie d'installation des nouveaux directeurs généraux des régies financières et des administrations sous tutelle a tenu à rappeler que : « La survenance d'une action militaire dans un pays ferme généralement l'accès à un certain nombre de financements extérieurs. Et notre pays ne va pas y échapper ».

Le ministre de l'Économie et des Participations préconise une stratégie simple pour arriver à réduire l'impact des potentielles sanctions, « mieux mobiliser les ressources à l'intérieur de notre territoire ». Les responsables des impôts et des douanes, qui n'auront pas d'excuse, doivent davantage prendre leurs responsabilités en travaillant plus efficacement et en toute transparence dans la collecte des recettes. ●

Séif MOSTLEY

Eau potable:

- plus de 27 forages hydrauliques urbaines réalisés

Éclairage public:

- plus de 200 candélabres solaires de type LED

Éducation :

- 3 écoles pré primaires et primaires réhabilitées

- Plus de 300 kits scolaires ,
- plus de 200 didactiques ,
- plus de 900 élèves ont bénéficié des frais de scolarité.

Santé :

- plus de 300 moustiquaires imprégnées ont été distribuées aux jeunes filles mères et aux femmes de 3 eme âges .
- un montant de 500 milles francs alloué pour l'achat des médicaments.

Infrastructure:

- plus de 50 km de voirie urbaines / voies secondaires réaménagées

Cohésion sociales:

- plus de 100 associations de femmes et de jeunes soutenues

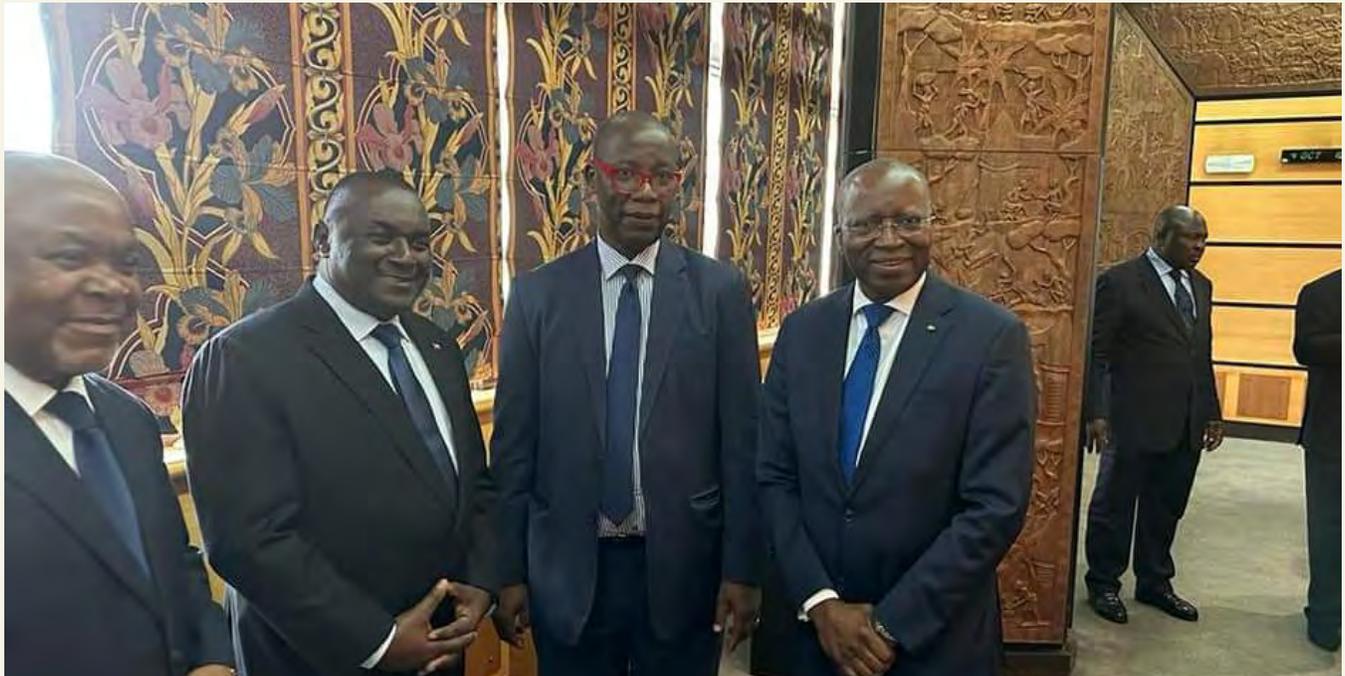


Depuis 2011, nous bâtissons **un avenir durable**, en valorisant nos ressources **tout en préservant l'environnement** et en **soutenant les communautés locales**.

Boulevard de l'Indépendance,
Libreville, Gabon



Actualités



Comité ministériel de l'UMAC : Charles M'BA et Mays MOUISSI en opération de charme à Douala.



Douala, la capitale économique du Cameroun a accueilli le 4 octobre 2023 la session ordinaire du Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC), sous la présidence de Jean-Baptiste ONDAYE, ministre de l'Économie et des Finances de la République du Congo. Une rencontre qui a enregistré la participation des membres du gouvernement gabonais de la Transition, à savoir : Charles M'BA, en charge des Comptes publics, et Mays MOUISSI, ministre de l'Économie et des Participations.

Le Gabon a tenu sa place lors de la dernière session du Comité ministériel de l'UMAC à Douala au Cameroun sur fond d'une crainte pour le pays d'être frappé par des sanctions financières de la part de ses partenaires. L'Union monétaire de l'Afrique centrale est un organe en charge de la convergence monétaire des États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

La réunion de son Comité ministériel du 4 octobre portait essentiellement sur « l'analyse de la situation et des perspectives de la conjoncture économique et financière des États membres, ainsi que sur l'examen du rapport d'activité 2022 du Comité de stabilité financière de l'Afrique centrale ».

Le Comité ministériel a délibéré sur des perspectives satisfaisantes au regard l'application des résolutions et décisions antérieures visant la résilience de la sous-région face à la conjoncture internationale. Cependant, il a néanmoins observé « un ralentissement de la croissance économique mondiale, la persistance des tensions inflationnistes, le resserrement des conditions financières internationales, la volatilité des cours des matières premières, les problèmes sécuritaires dans certains pays et les événements climatiques défavorables », tout ceci laisse entrevoir d'importantes incertitudes.

« Dans ces conditions, le Comité ministériel a exhorté la BEAC et les États membres à poursuivre la mise en œuvre des politiques et réformes visant à renforcer la stabilité et la résilience économique face aux chocs. » Aussi, en marge

de cette session, les États membres ont-ils organisé une concertation tripartite avec les Institutions sous régionales, les partenaires techniques et financiers. Une occasion qui a favorisé aux membres du gouvernement de la Transition au Gabon de faire « l'État des relations avec le FMI et la Banque mondiale ». Les Assemblées annuelles de ces deux institutions sont prévues se tenir du 12 au 15 octobre 2023 à Marrakech au Maroc.

Charles M'BA et Mays MOUISSI s'inscrivent dans la droite ligne du Premier ministre, Raymond NDONG SIMA qui, en marge de la 78e Assemblée générale des Nations Unies en septembre, avait rencontré des responsables de ces institutions financières internationales pour les assurer de la bonne foi du Gabon à respecter tous ses engagements internationaux. Les parties se sont accordées à poursuivre leurs discussions et à se revoir à courte échéance. ●

Séif MOSTLEY



LES ACIERIES DU GABON

Partenaire Qualité !



FER À BÉTON Fe E500 EXIGÉ PAR LES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT



N° BLEU +241 65 33 42 36



directeur.commercial@acieriesdugabon.com



Zone Industrielle
D'owendo

Actualités



Justice : Affaire Gabon Média Time À quand la fin de l'abus de pouvoir des magistrats ?



Notre pays a vécu au soir du 4 octobre 2023 un épisode inquiétant de déni de la liberté de la presse. Des journalistes émérites ont fait l'objet d'une garde à vue en violation des engagements pris par les autorités de la Transition. Le directeur de publication Harold LECKAT et les journalistes Esther KENGUE, Lyonel MBENG ESSONE et Karl MAURE avaient été interpellés et gardés à vue dans les locaux de la direction générale des Recherches (DGR) de la Gendarmerie nationale (GENA). Cette garde à vue était consécutive à une plainte déposée par le procureur de la République près du tribunal de première instance de Libreville, André Patrick ROPONAT. La particularité de cette arrestation est qu'elle survient un mois à peine après le renversement du régime d'Ali BONGO ONDIMBA, le 30 août 2023.

Il faut rappeler que le régime du Président déchu avait fortement restreint les libertés de la presse au Gabon, en modifiant par ordonnance n°012/PR/2018 les dispositions du Code de la communication en République gabonaise. Depuis

lors, les organes de presse faisaient régulièrement l'objet de sanctions allant de la suspension de programme jusqu'à 30 jours, au retrait de l'autorisation d'émettre ou de paraître, voire à l'annulation de l'agrément technique du secteur de la communication, en particulier pour les médias étiquetés proches de l'opposition politique. En dépit des dispositions de la loi n°018/2016 du 9 août 2016 portant Code de la communication qui ne prévoient aucune privation de liberté des journalistes, mais uniquement des sanctions administratives et financières, les médias travaillaient avec une « épée de Damoclès » de sanctions pointée sur eux, constituant une sérieuse entrave à l'exercice de leur profession.

Lors de la toute première rencontre des autorités du CTRL avec la presse locale et étrangère au palais de la Rénovation, le 2 septembre 2023, ces dernières avaient apporté l'assurance d'un rétablissement total de la liberté de la presse au Gabon. «La liberté de la presse, c'est le quatrième pouvoir, nous allons vous rendre vos lettres de noblesse. Faites votre travail, faites-le bien », avait notamment martelé le président de la Transition, le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, aux journalistes présents. Malheureusement ce message ne semble pas avoir été entendu par tout le monde.

Le procureur de la République, André Patrick ROPONAT, reproche aux journalistes de l'organe Gabon Média Time (GMT) le contenu d'un reportage dans lequel ces derniers émettaient des critiques sur le déroulement de la perquisition au domicile de Ian Ghislain NGOULOLO le 30 août 2023. En effet, sur une séquence de cette vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, on y voit le procureur général demander que les liasses d'argent en devises étrangères soient séparées des autres sommes d'argent afin « d'être comptés au bureau », d'où les interrogations des journalistes sur la conformité d'une telle procédure avec les dispositions du Code de procédure pénale. N'y avait-il pas le risque de créer un vice qui pourrait entacher gravement le dossier porté par le ministère public dans cette affaire? Autant d'interrogations légitimes que se posaient les journalistes. Mais pour l'actuel patron du parquet, cette sortie médiatique avait plutôt un autre objet, d'où la plainte déposée par ses soins contre GMT. Fort heureusement, il aura fallu l'intervention des plus hautes autorités de la République, dont la ministre de la Communication Laurence NDONG, le Premier ministre Raymond NDONG SIMA et surtout du président de la Transition lui-même, pour que cette imposture soit arrêtée. Mais le mal était déjà fait.

L'audience accordée par Laurence NDONG au nom du gouvernement aux 4 journalistes par la suite aura été l'occasion de réaffirmer l'engagement du Gabon à protéger leurs corporations contre toutes formes d'intimidation et autres violations de leurs droits professionnels et de les encourager à continuer à œuvrer pour la manifestation de la vérité à travers une presse libre et indépendante. Cette libération de Harold LECKAT et de ses journalistes sonne donc comme un lourd désaveu envers André Patrick ROPONAT de la part des autorités de la transition qui devraient logiquement en tirer les conséquences. L'essor tant espéré vers la félicité est à ce prix. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

Confort et qualité pour notre
atout le plus précieux : vous



PONGARA
LODGE



Activités

Fraîchement renové pour mieux vous servir, venez découvrir la nouvelle atmosphère de cet hébergement idéal pour un séjour inoubliable au Parc National de Pongara.

Beach bikes • Randonnée pédestre • Pique-nique dans la savane • Observation d'animaux • Pêche • Kayak sur la lagune • Salle de réunion

LOANGO
CAMPS



Venez explorer les biodiversités différentes et époustouflantes de 3 camps uniques, pour une aventure exceptionnelle au cœur de la richesse du Parc National de Loango.

Activités

Safari 4x4 • Safari en bateau sur la rivière • Randonnée pédestre

- À la rencontre des gorilles
- Observation d'animaux
- Visite nocturne des crocodiles
- Observation des oiseaux endémiques de la zone
- Pêche sportive



Le surprenant oasis
qui rendra mémorable
votre rencontre avec
mère Nature

241 74 41 65 69 / +241 74 40 56 05
reservations@luxurygreen-resorts.com
www.luxurygreen-resorts.com

By LUXURY GREEN
RESORTS



Actualités



Coopération : Visite de Tidjane THIAM aux autorités de la Transition : L'étrange controverse.



Le banquier et expert financier franco-ivoirien Tidjane THIAM s'est rendu à Libreville du 1er au 3 octobre 2023. Au programme de cette visite une rencontre avec les autorités politiques et économiques du Gabon. Mais ce déplacement n'est pas du goût de tout le monde, au regard de la polémique qui s'en est suivie. Quel était le but de cette visite et pourquoi a-t-elle déclenché cette controverse ?

Une visite privée rendue publique

Alors que le président de la Transition, le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, poursuivait sa tournée de normalisation dans la sous-région avec une étape en République centrafricaine, une visite privée a enflammé les discussions au Gabon. En effet, le financier franco-ivoirien Tidjane THIAM, ancien ministre du Plan et du Développement de la Côte d'Ivoire en 1998 a effectué un déplacement à Libreville. Arrivée le 1er octobre 2023 pour une visite de trois jours, cette pointure de la finance mondiale a notamment rencontré les autorités de la Transition, à savoir le Président, le Premier ministre Raymond NDONG SIMA, les ministres Mays MOUISSI (Économie et des Participations) et Charles M'BA (Comptes publics). Le PDG de la Holding financière BGFI et de la puissante fédération patronale, FEG,

Henri Claude OYIMA aura également bénéficié des conseils de Tidjane THIAM lors de son passage en terre gabonaise.

Des échanges sur des questions économiques et financières au menu des rencontres

Cet homme d'une grande taille (il mesure 1,93m) est venu au Gabon à l'invitation des autorités gabonaises. En effet, Charles M'BA connaît bien Tidjane THIAM avec lequel ils partagent une appartenance à Cap 2000, une plateforme dédiée aux jeunes cadres africains créée par ce dernier dans les années 90. Au cours des échanges qu'il a eus avec les dirigeants politiques et économiques, les questions liées au financement du développement des infrastructures à long terme ont occupé une place centrale. Il a également insisté auprès des autorités de la Transition à s'appuyer prioritairement sur l'épargne locale pour favoriser le développement d'un marché financier national. Contrairement à certaines fausses rumeurs, l'intégration au sein de la task force sur la dette n'a jamais fait l'objet des discussions. Il faut également noter que l'ancien PDG de l'assureur britannique Prudential est un expert qui prodigue régulièrement ses conseils aux chefs d'État africains.

Un VRP du conseil financier très expérimenté

Le président de la République rwandaise a notamment nommé Tidjane THIAM président de Rwanda Finance Limited, une agence publique chargée de promouvoir et de développer ce pays des Grands Lacs comme une commerciale et financière d'excellence. Le Rwanda est devenu la troisième place financière du continent africain derrière l'Ile Maurice et le Maroc, et le premier dans le sud du Sahara, selon le Global Financial Center Index (GFCI34), l'indice mondial des marchés financiers. Outre cette fonction, le Franco-Ivoirien a dirigé de nombreuses entreprises (AVIVA International, Crédit Suisse, Prudential) et intégré de nombreux conseils d'administration et d'audit, a été l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la Covid-19 en 2020 et même un

membre de la Commission des finances du Comité international olympique (CIO). Dans son pays, Tidjane THIAM a occupé les fonctions de directeur général du Bureau Nation d'Études techniques et de développement (BNETD), de ministre du Plan et du Développement et de Représentant auprès du FMI et de la Banque mondiale.

Diplômé des prestigieuses École nationale supérieure des mines et École polytechnique de Paris, Tidjane THIAM est également titulaire d'un MBA obtenu à l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) ainsi que de nombreuses récompenses et distinctions. En effet, il est Chevalier de la Légion d'honneur française et Docteur honoris causa de l'Université de Warwick en Angleterre. Curieusement, cette visite à Libreville a quand même suscité quelques polémiques.

Une polémique légitime suscitée par les Gabonais

Bien que l'expertise de Tidjane THIAM soit unanimement reconnue, le recours à ses conseils est considéré par une partie de l'opinion comme un manque de reconnaissance des compétences locales par les autorités de la Transition. En effet, les Gabonais sont encore dubitatifs quant à l'apport des conseillers de nationalité ou d'origine étrangère payés à prix d'or pour un retour sur investissement quasiment nul. Du français Richard ATTIAS, en passant par le Franco-Bénois Maixent ACCROMBESSI, et l'Américano-Somalien Liban SOLEYMAN ou de l'Américano-Malien Cheick MODIBO DIARRA, une longue liste de conseillers qui ont, plusieurs années durant, occupé des postes d'influence sous Ali BONGO ONDIMBA au détriment des Gabonais dits de souche. Une situation que l'opinion ne voudrait plus voir se répéter et qui semble être à l'origine des inquiétudes formulées notamment sur la toile par des compatriotes qui souhaitent que la préférence nationale soit privilégiée dans la recherche de compétences pouvant assurer la construction du nouveau Gabon. ●

Jean PAUL Augé OLLOMO



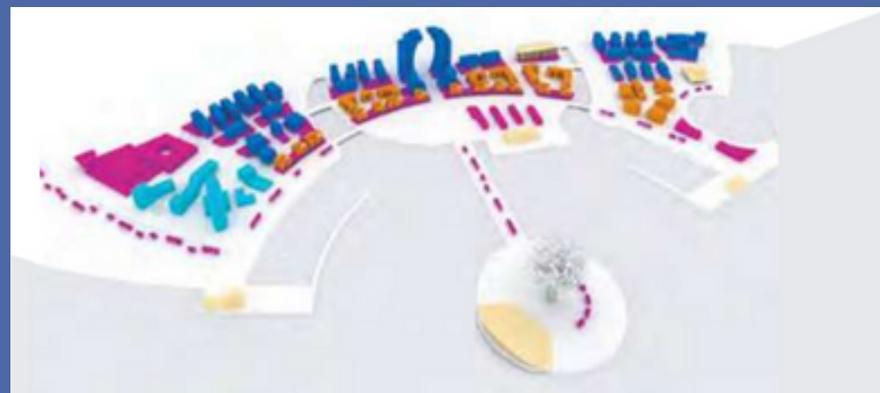
LA BAIE DES ROIS

Investissez sur la **Baie Des Rois**

UN PROJET DURABLE, MODERNE ET OUVERT SUR LE MONDE



- Bureaux : 204 175 m²
- Logements : 41 220 m²
- Commerces : 80 340 m²
- Hôtels : 25 000 m²



@baiedesrois



Façade Maritime du Champ Triomphal (FMCT)

Libreville, Gabon

Tél. : +241 76 50 11 52

contact-fmct@fmct-gabon.com

www.fmct-gabon.com



 **Summit
of the Three
Basins**
of Biodiversity
Ecosystems
and Tropical Forests
le 28 octobre 2023

► MANAGEMENT

CONFÉRENCE DES 3 BASSINS FORESTIERS TROPICAUX

La voix du Gabon restaurée.

■ *La capitale congolaise Brazzaville a accueilli l'un des plus importants sommets dédiés à la protection des bassins forestiers et de leurs biodiversités de l'année. Cette rencontre internationale a également permis au Président de la transition gabonaise de participer à sa première grande réunion internationale. Une participation qui s'est avérée être une grande réussite. Décryptage.*

Une conférence mondiale sur la déforestation des grands bassins forestiers tropicaux

Le Centre international de conférence de Kintélé dans la banlieue de Brazzaville, la capitale congolaise, aura été le lieu de rencontre dans le cadre du sommet des 3 bassins forestiers tropicaux de la planète. En effet, du 26 au 28 octobre 2023, la République du Congo aura abrité la réunion la plus importante à ce jour liée aux questions de préservation du couvert forestier et de la biodiversité qui s'y trouvent à quelques semaines de la COP28 qui doit se tenir à Dubaï aux Emirats Arabes Unis (EAU) du 30 novembre au 2 décembre prochains.

Ainsi 145 délégations officielles, 18 organisations internationales, 427 ONGs, 123 représentants de la communauté scientifique, 254 organisations de la jeunesse, 326 de la société civile, Les bassins de l'Amazonie, du Congo et du Bornéo-Mékong rassemblent près de 80% de la biodiversité mondiale et captent une quantité très importante des gaz à effet de serre de la planète. Près de 3000 participants représentant les gouvernements, les ONGs, 123 de la société civile et des peuples autochtones, 354 entreprises issues du secteur privé et 14 chefs d'Etat et de gouvernements ont participé à ce rassemblement. Cette grande messe qualifiée de « l'Opep des forêts » aura été également la première apparition sur la scène internationale du Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, le Président de la transition du Gabon.

Le but de sommet était d'intensifier la coopération entre pays issus de ces 3 bassins forestiers et de développer un front commun en vue des prochaines négociations lors des conférences des parties (COP) sur le climat. En effet, les forêts constituent non seulement des habitats essentiels à la vie animale mais également d'importants régulateurs du climat mondial et des puits de carbone qui absorbent les émissions provenant des activités humaines.



Une allocution vivement applaudie par l'assemblée

A côté de ses pairs africains à savoir Denis SASSOU NGUESSO (Congo) qui abritait cette grande réunion et des chefs d'Etat tels que Felix TSHISEKEDI (RDC), William RUTO (Kenya), Faustin Archange TOUADERA (Centrafrique), Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO (Guinée Equatoriale), Nana AKUFO-ADDO (Ghana), Umaro SISSOKO EMBALO (Guinée Bissau) ou encore Azali ASSOUMANI

(Comores), le Chef de l'Etat gabonais le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a réaffirmé la volonté du Gabon à participer à une collaboration entre ces 3 bassins afin de faire face aux défis climatiques liés à la transition climatique. « Ensemble, on peut aller plus loin » a-t-il martelé à l'auditoire qui l'a fortement ovationné par la suite. Il a par ailleurs appelé la communauté internationale à soutenir les efforts du Gabon à préserver sa forêt en ajoutant « soit nous vivrons ensemble, soit nous périrons ensemble ».



Le Gabon invité vedette de l'événement

Invité vedette de cette conférence de Brazzaville, le Président du Gabon Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA aura saisi cette occasion pour restaurer la voix du Gabon ainsi que son leadership en matière de lutte pour la préservation des forêts tropicales et de leurs biodiversités. Il faut notamment rappeler que le pays a consacré 11% de son territoire en aires protégées et avait par ailleurs co-organisé avec la France le One Forest Summit en mars dernier qui avait déjà appelé à une solidarité entre les 3 principaux bassins des forêts tropicales de la planète. En 2021, le Gabon a été le premier pays à recevoir un paiement de 17 millions de dollars US pour les réductions réalisées en 2016 et 2017 par rapport aux niveaux d'émission annuels de 2006 à 2015 sous l'égide de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI), un fonds onusien.

Des absents asiatiques et latino-américains de taille à ce sommet

Comme en 2011, de grands absents seront à déplorer lors de cet événement. En effet, aucun chef d'Etat d'Amazonie ou d'Asie n'aura fait le déplacement de Brazzaville, ce qui fait craindre le risque d'une limitation de la portée de ce sommet. L'absence du Président Brésilien LULA, du colombien Gustavo PETRO ou de l'indonésien Joko WIDODO a fortement pesé sur les travaux qui devaient permettre aux pays forestiers d'avoir une position commune en vue de la prochaine COP 28 de Dubaï. Il faut rappeler que les pays d'Amérique du Sud tels que le Brésil, la Colombie, le Venezuela, le Pérou, l'Uruguay et d'Asie tels que la Chine, les Philippines, le Vietnam, l'Indonésie sont des pays forestiers qui jouent un rôle important dans la captation du carbone rejeté dans l'atmosphère.

Une première sortie sur la scène internationale réussie

Cette première apparition sur la scène diplomatique internationale a donc été couronnée de succès au regard des nombreuses réactions positives des conférenciers présents. Elle aura été l'occasion d'afficher les grandes ambitions du Gabon à rester un leader continental sur les questions de lutte contre la déforestation et la gestion responsable de sa faune et de sa biodiversité. Une position forte que le chef de la transition va réaffirmer lors de la COP 28 aux Emirats Arabes Unis (EAU). ●

Jean Paul Augé OLLOMO

— Enquête —



AVIATION CIVILE

Pourquoi ça vole si bas ?

I Entre suspension d'une nouvelle compagnie ayant exercé moins d'un mois et les nombreuses plaintes exprimées par les usagers, le secteur du transport aérien n'a pas bonne presse ces derniers mois au Gabon. Jugé excessif, notamment pour les vols domestiques, le prix des billets apparaît clairement comme une des principales raisons qui empêchent ce secteur de redécoller après la période Covid.

UN SECTEUR DANS LE ROUGE

En pleine déprime au premier trimestre 2023, le transport aérien ne s'est pas mieux porté au deuxième trimestre. En cause, une activité négativement impactée par les mauvaises performances successives enregistrées aussi bien à fin mars (-5,1%) qu'à fin juin (-1,4%). Conséquence : une baisse de 9,2% puis de 6,4% pour l'activité globale des transports au terme des six premiers mois de l'année. La branche ferroviaire et aérienne étant à chaque fois les boulets de ce secteur.

Mesurée par son indice du nombre de passagers, la baisse de la contribution du transport aérien au premier trimestre 2023 était due, selon la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPPF), à la hausse des prix des billets. Une augmentation pas très bien accueillie par les voyageurs qui avait pourtant été décidée à la suite de deux autres augmentations survenues presque coup sur coup : celle du prix du kérosène, mais également celle de la taxe aéroportuaire de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). Toutes choses qui, reconnaissent les autorités, « rendent le prix du billet prohibitif ». D'autant plus que ces charges ont été répercutées sur les prix des billets d'avion pour toutes les compagnies, y compris pour celle proposant des vols domestiques, Afrijet, unique opérateur avant l'arrivée de son concurrent Africa United Airlines.

UN NOUVEAU VENU EMPÊCHÉ DE DÉCOLLER ?

Profitant jusqu'au troisième trimestre 2023 de sa position de monopole et tirant pleinement parti de la malheureuse situation de la Société d'exploitation du Transgabonais (SETRAG) en proie aux incidents à répétition sur la voie ferrée dès la fin du mois de décembre 2022, Afrijet pratique des prix jugés excessifs par une partie de l'opinion. De 95 300 FCFA pour un billet



aller simple Libreville - Franceville, le prix peut atteindre et même dépasser 110 000 et 170 000 FCFA. À certaines périodes, celui-ci est cédé jusqu'à plus de 216 000 FCFA.

Toutefois, cette position est en passe de changer. La compagnie a vu l'arrivée d'un concurrent, Africa United Airlines, qui entend bien s'imposer et lui ravir quelques parts de marché sur les vols domestiques notamment. Seulement, le nouveau venu a fort à faire avant de se positionner. Moins d'un mois après le démarrage officiel de ses activités, il s'est vu clouer au sol. Du plomb dans l'aile ?

Le site d'information Direct Infos Gabon, repris par de nombreux autres médias nationaux, a révélé ce mois d'octobre 2023 que la compagnie a écopé d'une suspension de la part de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC). Si notre confrère évoque une situation de non-conformité supposée de l'intéressée, a démenti dans un communiqué. « Depuis le 9 octobre 2023, l'ANAC a décidé, au sortir d'une réunion, de suspendre temporairement les opérations secteur avion de la compagnie sous 48 heures, en attendant que le processus de modification du Certificat de trans-

porteur aérien (CTA) pour l'insertion de l'appareil CRJ 200 dans le registre de l'aviation civile gabonais arrive à son terme. En coordination avec l'ANAC, Aventis Aviation & Services a donc mis en place un plan d'action sous 15 jours pour finaliser ledit processus qui, pour rappel, est entamé depuis janvier 2023. Au terme, Africa United Airlines pourra reprendre ses vols, au grand bonheur des Gabonaises et des Gabonais pour qui cette compagnie apporte espoir et alternative en matière de transport aérien », a rectifié la compagnie, filiale d'Avantis Aviation & Services, une entreprise gabonaise spécialisée dans le transport aérien qui revendique 15 années d'expérience aéronautique et dont les « appareils, audités par l'ANAC et par les compagnies pétrolières (parmi ses plus gros clients, NDLR), sont en parfaite conformité ».

ÉCLABOUSSÉE PAR LA « YOUNG TEAM » ?

Si Africa United Airlines a précisé que la suspension dont elle a fait l'objet de la part de l'ANAC était « liée à la réglementation », elle assure aussi que celle-ci ne découlait pas d'un quelconque souci technique qui se serait trouvé dans son appareil. Mais surtout, la compagnie réfute toute allégation tendant à lui conférer des « liens toxiques avec la Young Team », ainsi que l'opinion nomme le groupe formé autour de Nouredin BONGO VALENTIN, fils d'Ali BONGO ONDIMBA, aux prises avec la justice, entre autres, pour des soupçons de détournement de fonds publics.

Si Africa United Airlines a annoncé dans son communiqué qu'elle « compte bien ester en justice pour diffamation », la compagnie a indiqué qu'elle a été « créée par des entrepreneurs gabonais ayant une expérience notoire dans le domaine » et qu'elle a été « financée uniquement par des prêts contractés auprès des banques locales telles que BGFIBank Gabon et Orabank Gabon » qui ont cru en elle. L'entreprise affirme donc n'avoir aucun lien avec les anciens tenants du pouvoir au Gabon. ●



GABON ENVIRONNEMENT SERVICE

Gabon vert, notre priorité !



ACTEUR DE L'ÉCONOMIE VERTE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Gabon Environnement Service (GES), société innovante basée à Owendo, est spécialisée dans l'incinération et la valorisation de déchets industriels et médicaux dangereux. Acteur majeur du marché stratégique du traitement et de la valorisation des déchets au Gabon, G.E.S dispose d'installations modernes à la pointe de la technologie et aux normes nationales et internationales.

Pour assurer une qualité de gestion du tri des déchets, en plus d'avoir un service QHSE, des techniciens et ingénieurs de diverses compétences, l'usine GES est équipée d'un laboratoire contrôle qualité des paramètres d'hydrocarbures et d'un incinérateur pour le traitement des déchets, doté d'un analyseur de fumées pour le contrôle des rejets atmosphériques.

L'incinération des déchets industriels et hospitaliers, la valorisation des huiles usagées, des rebuts ferreux et le broyage des déchets plastiques en vue de leur recyclage, constituent le cœur de l'activité de G.E.S. Cette activité répond au besoin de plus en plus urgent de traiter ces agents polluants encore plus présents dans notre environnement, du fait de la croissance de l'activité industrielle et hospitalière au Gabon.

L'équipe en place de GES est mobilisée au quotidien, aux côtés de l'Etat et de l'ensemble des opérateurs publics et privés, pour relever le défi de préserver notre écosystème des risques de pollutions et de nuisances afin d'assurer l'essor d'une économie verte au Gabon.

Créateur d'emploi, l'effectif de GES est passé de 18 personnes en 2019 à 43 personnes aujourd'hui. L'entreprise est inscrite dans une démarche qualité en cours de certification ISO 14 001, ISO 9001 et 45 001 pour assurer la satisfaction de ses clients, du secteur pétrolier, minier et des PME et sociétés nationales, internationales soucieuses de la qualité de vie des Gabonais et de l'environnement.

LES CHIFFRES CLÉS

43
emplois

796 tonnes
de déchets
éliminés en
2021

2880 tonnes par an, objectif
de capacité d'élimination
(à terme) de déchets
industriels et médicaux

Dossier

PÉTROLE ET GAZ

Maurel & Prom en passe de devenir le nouveau « patron » de l'onshore gabonais ?

I En rachetant les actifs d'Assala Energy au Gabon en août dernier, la société pétrolière et gazière Maurel & Prom, filiale du Groupe Pertamina, n'a pas caché son ambition de devenir l'opérateur onshore le plus important du pays. Comment compte-t-elle s'y prendre ? Que valent réellement ces acquisitions ? Combien cette transaction lui a-t-elle coûté ? Quid de l'impact du changement de régime politique sur cette opération ?

Par **Griffin ONDO**



LA FIN D'UN LONG PROCESSUS DE VENTE

Plus d'une fois annoncée avant d'être autant de fois démentie par les responsables des deux parties, la vente des actifs d'Assala Energy au Gabon a finalement été officialisée le 15 août 2023 par Maurel & Prom dans un communiqué annonçant la signature d'un contrat d'achat d'actions avec Carlyle International Energy Partners. Une opération faisant ainsi du Groupe spécialisé dans l'extraction de pétrole et de gaz naturel l'acquéreur de 100% des actions d'Assala Energy Holdings Ltd. et de toutes ses filiales détentrices de tout le portefeuille d'actifs de production, de transport et de stockage de brut dans le pays. Cette transaction reste néanmoins soumise à diverses approbations, notamment celle de l'État gabonais, qui a connu un changement de régime politique 15 jours après son annonce, à la faveur du putsch opéré par l'ensemble des Forces de défense et de sécurité du pays. En matière de contrôle des fusions, l'accord de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) est également requis pour la finalisation de ladite transaction qui, espère Maurel & Prom, devrait intervenir entre le quatrième trimestre de l'année courante et le premier trimestre 2024.

En attendant, on ne manque pas déjà de se réjouir au siège de Paris, en France, où l'on estime en effet que cette acquisition représente une étape majeure pour le Groupe. « La combinaison de nos portefeuilles permet au Groupe de disposer d'une large base d'actifs opérés onshore à longue durée de vie et à faible coût, offrant une visibilité à long terme et un potentiel de développement considérable, dans un pays stable où M&P opère depuis plus de quinze ans. Le management d'Assala a fait un travail remarquable en redéveloppant les actifs acquis auprès de Shell en 2017, et M&P entend continuer dans cette lancée grâce au soutien continu du personnel des sociétés rassemblées », avait d'ailleurs déclaré Olivier de Langavant.



COMBIEN ÇA COÛTE ?

Selon le directeur général de Maurel & Prom, dans le cadre de cette transaction, l'actionnaire majoritaire Pertamina est d'un grand soutien. « Nous pouvons bénéficier de conditions de financement avantageuses pour cette acquisition, ce qui permet d'améliorer davantage la création de valeur au profit de tous nos actionnaires », avait-il expliqué.

L'expertise de Morgan Stanley, Hannam & Partners et Mandiri Sekuritas (conseils financiers) ainsi que celle d'Herbert Smith Freehills Paris LLP (conseil juridique pour la transaction) et de Bracewell LLP (conseil juridique pour le financement) devrait permettre à Maurel & Prom de se tirer plutôt à bon compte dans le cadre de cette opération avec Carlyle International Energy Partners. « La date d'effet économique du SPA (contrat d'achat d'actions, NDLR) est fixée au 30 juin 2022, et la contrepartie de la Transaction versée au vendeur par M&P à la finalisation s'élève à 730 millions de dollars, sous réserve des ajustements de clôture habituels. La facilité Reserves Based Lending

d'Assala, d'un montant de 600 millions de dollars, sera reconduite à la finalisation de la Transaction », a informé le Groupe, avant de poursuivre sur l'origine des fonds y relatifs :

« La contrepartie de la transaction et les frais associés seront financés par l'augmentation du prêt bancaire actuel de M&P de 183 millions de dollars (pour un total de 400 millions de dollars, 217 millions étant tirés à la fin du mois de juin 2023) et par un prêt d'acquisition d'un montant maximum de 750 millions de dollars. Les deux prêts sont soutenus par Pertamina, l'actionnaire majoritaire de M&P, et sont assortis de conditions favorables. Le prêt d'acquisition arrive à échéance 12 mois après la date de son utilisation, qui aura lieu à la finalisation de la transaction. L'augmentation du prêt bancaire actuel de M&P ne dépend pas de la transaction et sera effective à la fin du mois d'août 2023. »



QUE VAUT RÉELLEMENT ASSALA AU GABON ?

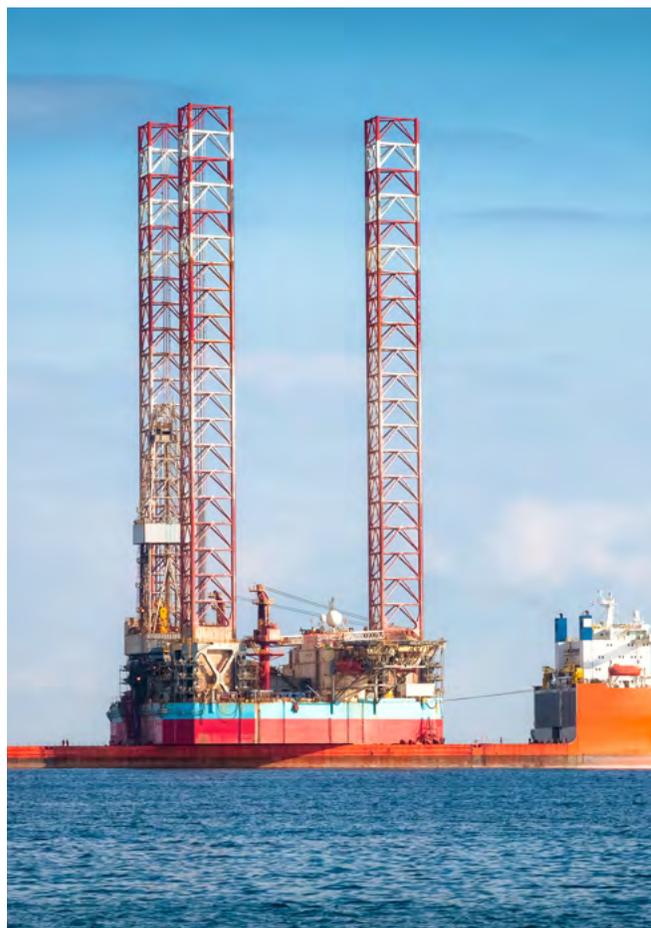
Pour avoir accepté de déboursier des sommes aussi conséquentes, il faut bien croire que Maurel & Prom a décelé chez son ancien concurrent un potentiel non négligeable. Et cela passe avant tout par la production de brut. À ce sujet, le Groupe rappelle qu'en part consolidée, Assala Energy Gabon a produit 40,7 kb/j au cours du premier semestre 2023, avec des réserves 2P en part consolidée qu'il estime à 97 millions de barils au 31 décembre 2022. Aussi, M&P espère-t-il atteindre dans le pays une masse critique avec une production proforma en part consolidée de 67,8 kbep/j pour le Groupe (dont 64,4 kbep/j opérés) au premier semestre 2023, dont 56,5 kbep/j grâce à la transaction, au Gabon.

Mieux, Maurel & Prom affirme que les actifs d'Assala au Gabon sont « fortement complémentaires » des siennes, et que leur combinaison permettra d'importantes optimisations opérationnelles et financières. « Les actifs acquis sont stratégiquement situés à proximité des actifs existants de M&P au Gabon, et les infrastructures de transport et de stockage acquises incluent notamment le terminal pétrolier de Gamba et les pipelines qui y sont raccordés, qui permettront à M&P de contrôler le transport et la distribution de l'ensemble de sa production dans le pays. M&P et Assala opèrent la quasi-totalité de leur production pétrolière, ce qui permettra d'optimiser les opérations et les coûts au sein du portefeuille combiné », défend le Groupe.

MAUREL & PROM L'INCONTOURNABLE

Aux prises avec d'autres sociétés opérant sur place, Maurel & Prom dont une partie de ses principales activités ont lieu en Tanzanie, entend bien sortir grandi de la transaction en cours au Gabon. Le Groupe français ambitionne en effet d'occuper la première place dans le pays, au point qu'il est convaincu que, courant 2024, il deviendra sûrement « un opérateur onshore de premier plan » dans le pays. Pour ce faire, il mise sur six principaux atouts en sa faveur :

- Une production onshore diversifiée et à faible coût, répartie sur neuf sites, avec plus de 99% de production opérée ;
- Un potentiel d'accroissement des réserves grâce à des opportunités d'exploration et d'appréciation ;
- Un potentiel de création de valeur à long terme grâce à la possible monétisation des ressources gazières ;
- Des infrastructures indépendantes, avec un accès à son propre réseau de pipelines et à son terminal d'exportation de brut ;
- Une main-d'œuvre locale qualifiée et un management talentueux avec une solide expérience en matière de développement et d'optimisation des actifs ;
- Un accent particulier sur la réalisation des objectifs ESG, l'investissement dans le social, la gestion des déchets et l'intensité carbone.



Récapitulatif des actifs en production du Groupe au Gabon après acquisition :

	Opérateur	Participations au 30 juin 2023	Part consolidée	H1 2023 Production en part consolidée
Atora	Assala Gabon	Assala Gabon 18 %, Assala Upstream Gabon 36 %, Perenco 40 %, Etat gabonais 6 %	54 %	2,7 kb/j
Bende/M'Bassou/Totou	Assala Gabon	Assala Gabon 90 %, Gouvernement 10 %	90 %	7,3 kb/j
Gamba/Ivinga	Assala Gabon	Assala Gabon 100 %	100 %	
Koula	Assala Gabon	Assala Gabon 40 %, Addax 40 %, Sinopec 20 %	40 %	1,8 kb/j
Rabi	Assala Gabon	Assala Gabon 38,63 %, Assala Upstream Gabon 51,37 %, Etat gabonais 10 %	90 %	20,3 kb/j
Robin	Assala Gabon	Assala Gabon 50 %, Assala Upstream* Gabon 44,25 %, Etat gabonais 5,75 %	94,25 %	8,6 kb/j
Toucan	Assala Gabon	Assala Gabon 39,83 %, Assala Upstream* Gabon 45 %, Etat gabonais 10 %, Sinopec 5,17 %	84,83 %	
Tsienguï West	Addax	Assala Gabon 7,28 %, Addax 79,47 %, Gouvernement gabonais 9,61 %	7,28 %	0,2 kb/j
Assala				40,7 kb/j
Ezanga	M&P	M&P 80 %, GOC 12.5 %, Tullow 7.5 %	80 %	15,8 kb/j
M&P post acquisition				56,5 kb/j

Au moment où nous mettons sous presse, l'État gabonais, par l'entremise de sa société Gabon Oil Company (GOC), a fait valoir son droit de préemption pour l'achat des actifs d'Assala. Affaire à suivre.



19 MAI 1967 - 19 MAI 2022
55 ANS D'ENGAGEMENT & D'EXPERTISE
AU CŒUR DES MÉNAGES
ET INDUSTRIELS AU GABON



Sécurité
Expertise
Responsabilité
Engagement
Esprit d'équipe

**“ ENTREPOSAGE DE PRODUITS
PÉTROLIERS ET GAZIERS DESTINÉS
AUX MÉNAGES ET AUX INDUSTRIELS ”**

Contact
+241 11 70 01 01

 **BP: 2218,**
- Zone Portuaire Owendo
- Moanda (Haut Ogooué)

 **contact@sgepp.ga**
www.sgepp.com



► ÉCONOMIE

TRAVAUX PUBLICS

Relance de l'entretien routier après 10 ans d'inactivité.

En arrêt depuis plus de 10 ans, les travaux de l'entretien routier viennent d'être relancés par le ministre des Travaux publics, Flavien NZENGUI NZOUNDOU. Sur instructions du président de la Transition, le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, ces travaux vont s'appuyer sur les chantiers prioritaires dans la zone dite du Grand Libreville et à l'intérieur du pays.

Au Gabon, les autorités ont décidé du redémarrage des travaux d'entretien routiers sur l'ensemble du territoire. Après plus de 10 ans d'inactivités, le réseau routier gabonais est dans un état de dégradation très avancé, gênant fortement la mobilité des personnes et des biens, ainsi que la bonne marche des activités économiques.

Au cours de la clôture du séminaire sur la relance des activités de la Direction générale de l'entretien des routes et aéroports (DGERA) le 16 octobre 2023, le ministre des Travaux publics, Flavien NZENGUI NZOUNDOU a annoncé que « la relance de l'entretien routier est de mise à compter de ce jour. Les résultats contenus dans le rapport de ces assises vont constituer le socle

de mon travail en matière d'entretien routier ».

Ce séminaire, tenu du 11 au 13 octobre dernier à Nkok dans le 2^e arrondissement de la ville de Ntoum, avait permis aux acteurs de l'entretien routier de plancher sur plusieurs thématiques permettant d'améliorer le réseau routier gabonais. « Je reste persuadé que les conclusions et les recommandations issues de ces assises susciteront de l'espoir vis-à-vis de l'ensemble des usagers de la route qui n'aspirent qu'aux besoins de circuler en toute saison dans les meilleures conditions et en toute sécurité », a déclaré Flavien NZENGUI NZOUNDOU. À l'issue des travaux du séminaire, plusieurs recommandations ont été formulées afin d'améliorer le réseau routier avec la mise en place du Fonds autonome d'entretien routier (Faner), outil indispensable du financement des activités et d'entretien routier.

Le Président Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA met l'accent sur les routes prioritaires

Après une tournée d'évaluation des travaux effectuée par le président de la Transition, le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, où il a visité plusieurs chantiers consacrés à l'eau et aux infrastructures dans le Grand Libreville, le chef de l'État a instruit le ministre Flavien NZENGUI NZOUNDOU de relancer les chantiers prioritaires dans la capitale et à l'intérieur du pays et de veiller à leur accélération.

Pour le membre du gouvernement, il s'agit entre autres des axes Nsilé, Bifoun-Ndjolé, Ovan-Makokou, Ndéndé-Tchibanga (30 km), Penyoudou-Tchibanga-Mayumba (10 km) pour l'intérieur du pays. « Il m'a instruit afin que ces travaux reprennent. Je peux citer la route nationale jusqu'à Nsilé, il m'a donc instruit afin que ces travaux-là ne s'arrêtent pas. La deuxième route nationale c'est Bifoun-Ndjolé. Cette route si l'on n'y prend garde elle va être coupée avec le retour des saisons des pluies. Il a donc demandé à ce que sur cette route, les travaux démarrent le plus rapidement possible », a-t-il expliqué à sa sortie d'audience avec le chef de l'État.



Pour les voiries urbaines dans le Grand Libreville, les chantiers retenus en priorité sont ceux de la route de Bambouchine (environ 17 kilomètres) et l'achèvement des travaux de la passerelle du Lycée nationale Léon Mba dont les travaux ont été arrêtés depuis plusieurs mois. Il y a bien d'autres axes dans la capitale gabonaise. Le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a pris des mesures fermes afin que les travaux démarrent très rapidement avec la collaboration du ministère des Finances.

L'axe routier Alembe-Mikouyi, les équipes des travaux publics sont sur le terrain

Long de 308 kilomètres, l'axe routier Alembe-Mikouyi est actuellement en pleine réfection. En effet, dans le cadre du programme d'urgence de maintien de trafic sur les routes prioritaires de l'ensemble du territoire, les équipes du ministère des Travaux publics ont quitté Libreville le 25 octobre dernier pour l'intérieur du pays ce, afin de procéder au traitement des points noirs et des points d'interruption de trafic observés actuellement sur cet axe. Il s'agit notamment des bourbiers profonds et l'effondrement des ponts en bois.

Cette opération vise le rétablissement et le maintien en permanence de la circulation des usagers. Il faut que dans quelques jours les populations ressentent à nouveau les bienfaits des Travaux publics. « Nous devons éviter que les compatriotes qui veulent rejoindre le Haut-Ogooué, l'Ogooué-Lolo, l'Ogooué-Ivindo en passant par Alembe, la Lopé, carrefour le Roi et Mikouyi, ne puissent passer des heures et des heures, des jours et des jours, des nuits et des nuits et pour ne pas dire passer des nuits blanches, pénibles sur ces 308 km d'Alembe-Mikouyi », a dit Flavien NZENGUI NZOUNDOU aux agents partant pour cette mission lors du lancement du programme.

Cette reprise des travaux routiers sur l'ensemble du territoire intervient dans un contexte où au Gabon, depuis l'arrivée des pluies, plusieurs routes sont devenues difficiles à la circulation avec la création des bourbiers. La mission consiste à régler tous les problèmes afin de faire en sorte que le trafic puisse être régulier. ●

Brice GOTOA

▶ INVESTISSEMENT

BAOWU

Le géant chinois de la sidérurgie montre de l'intérêt pour le fer de Baniaka.

La valorisation du potentiel minier du Gabon est plus qu'un impératif pour le gouvernement. Il s'agit d'un engagement stratégique dans le processus de diversification de l'économie nationale, mais aussi pour assurer le plein emploi en faveur de la jeunesse. Selon Trading Economics, le taux de chômage au Gabon était de 21,50% en 2022. Dès lors, l'exploitation des gisements de fer de Belinga et de Baniaka, respectivement par Ivindo Iron (filiale de Fortescue Metal Groupe) et Reminac (filiale de Genmin) attire déjà de nombreuses multinationales notamment chinoises.

Les millions de tonnes de minerais de fer du Gabon jouissent désormais d'un intérêt certain à l'international. Un attrait qui, à ce jour concerne en particulier les géants chinois de l'acier. Baowu Ressources, à la suite de China Minmetals Corporation (Minmetals), le 15 décembre 2021, Jialong Group (Jianlong), le 12 janvier 2022 et Hunan Valin Steel Co. Ltd (Hunan Valin), le 11 août 2023, s'intéresse elle aussi au fer de Baniaka. L'australien Genmin, partenaire de l'État gabonais dans la mise en exploitation du gisement de fer de Baniaka, a annoncé le 26 octobre 2023, « la signature d'un protocole non contraignant avec une filiale de ce géant chinois de l'acier. Une bonne nouvelle pour entamer sereinement la production de la mine.

Une commande chinoise de près 17 millions de tonnes.

L'accord de commercialisation de Genmin avec Baowu prévoit une vente annuelle de 2,1 millions de tonnes de fer par an et tient sur deux ans, soit 4,2 millions de tonnes provenant de la mine de Baniaka dont la phase décisive de début de la production est prévue courant 2024. Ce protocole d'accord de vente est le quatrième que l'australien conclut avec une entreprise chinoise de rang mondial dans le domaine. Ainsi, l'ensemble du carnet de commandes porte déjà sur 16,9 millions de tonnes.

« L'intérêt des sidérurgistes pour la production de Baniaka est un signal positif pour les investisseurs et pourrait constituer une raison supplémentaire d'accélérer le développement du projet. Selon une étude de faisabilité publiée en 2022, il faut



200 millions de dollars de capital initial pour lancer la production à Baniaka, avec la livraison annuelle de 5 millions de tonnes de minerai de fer sur 10 ans », rapporte l'Agence Ecofin.

Baniaka pour renforcer les ambitions de première destination minière africaine du Gabon.

Située près de Bakoumba dans la province du Haut-Ogooué, le gisement de fer de Baniaka s'inscrit dans une vaste stratégie du Gabon pour se constituer comme la destination privilégiée des investissements miniers en Afrique. Avec, la place de premier producteur de manganèse au monde tenue par la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), l'entrée en production de Belinga et Baniaka va renforcer l'image de marque du Gabon dans le secteur.

Certifié JORC pour une ressource minérale estimée à 750 millions de tonnes, pour un potentiel à maturité estimé à 4 milliards de tonnes ciblé sur 50 ans, ce gisement, dès le début de l'exploitation, pourra générer 1 500 emplois, selon les estimations de Genmin. Le développement des infrastructures pour le convoyage du minerai requiert une importante mobilisation des ressources financières, mais aura un fort impact sur le développement local. ●

Séif MOSTLEY

enoromi magazine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine



► SOCIÉTÉ

LE CTRI

À l'épreuve de la grogne sociale.

Depuis la mise en place du gouvernement de transition par le Comité de Transition et de Restauration des Institutions (CTRI), à la suite du coup d'Etat qui a porté à la tête du pays, le Général de Brigade Brice Clotaire Oligui Nguema le 30 Août dernier, on constate une montée vertigineuse des mouvements sociaux de revendications et d'améliorations de conditions de travail dans plusieurs secteurs. Il ne se passe pas un jour, sans qu'il ne soit fait état d'un mouvement d'humeur des travailleurs, des agents et des fonctionnaires dans notre pays. Situation qui met une pression supplémentaire aux nouvelles autorités qui doivent faire avancer la machine Gabon avec cette équation difficile à résoudre.

Si d'aucuns estiment que ce regain d'activités revendicatrices a été favorisé par l'acte de libération orchestré par le président de la transition qui, non seulement a permis aux gabonais d'entrevoir des lendemains meilleurs, d'autres pensent que ces mouvements qui s'enchaînent représentent un problème pour l'avenir de la transition. Que ce soit au sein des entreprises privées, dans le secteur public ou dans les quartiers, les populations s'expriment chaque jour pour attirer l'attention des nouvelles autorités. L'avènement de la transition en septembre 2023 a enregistré pas moins d'une cinquantaine de structures qui sont montées au créneau. Entre les habitués de la grève à cause des conditions qui n'ont pas évoluées depuis des années tels que la Société Gabonaise des Transports, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale Transurb, les différents ministères, la Société Gabonaise de Services (SGS) etc..., des structures peu connues dans cette verve revendicative ont emboîté le pas, à l'instar du Pari Mutuel Urbain Gabon, Mayena Food, la Nouvelle Gabon Mining, Le Radisson Blu Okoume Palace, United Bank of Africa (UBA), le Port Minéralier d'Owendo et au sein de la Zone économique Spéciale de Nkok, pour ne citer que celles-là.

A regarder de près, ces mouvements ressemblent plus à des contestations spontanées qu'à des mouvements de revendications qui s'appuient sur la loi. Combien de fois n'a-t-on pas lu ou vu les responsables des entités qui subissent les affres de la contestation rappeler aux agents grévistes l'importance du respect des procédures en matière de grève. Pour la plupart des cas, ces mouvements visent à paralyser



directement les structures, à stopper les activités et à fermer l'accès aux bureaux des patrons, en ignorant la règle sacro-sainte du préavis.

Au demeurant, ces revendications généralisées, quoique légitimes et fondées, sont de nature à fragiliser les actions mises en place par le CTRI. Sinon, comment comprendre que même les entités qui bénéficiaient des largesses du pouvoir sortant et dont les agents étaient mieux lotis, aujourd'hui se plaignent des conditions de travail. Aujourd'hui, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, et tous les acteurs favorables au changement, font face à un défi majeur, celui de mobiliser l'ensemble des gabonais pour aider le pays à avancer. Que chacun comprenne que ce qui a été fait auparavant par les autorités précédentes, bien que cela reste répréhensible ne doit pas entraver l'effort de restauration entrepris par les militaires. Il y va du relèvement de notre pays et de son "essor vers la félicité". ●

Mikel DOUSSENGUI

DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83



► GRAND ANGLE

TRANSITION & RÉGIES FINANCIÈRES

**Les nouveaux responsables
connus.**

Le président de la Transition a décidé d'imprimer sa marque au sein de l'administration gabonaise. Pour ce faire, les directions générales, les directions centrales et les services centraux ont connu d'importants changements. Retour sur les bouleversements qui ont émaillé les régies financières.



Grand chamboulement à la tête des administrations centrales

Le deuxième Conseil des ministres du gouvernement de la Transition tenu le 28 septembre 2023 a opéré de grands changements dans l'administration publique. En effet, à la suite de ce conclave, une trentaine de directeurs généraux ont été nommés dans les administrations et sociétés publiques et parapubliques. Le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, a choisi des hommes, non seulement pour leurs compétences avérées, mais aussi pour leur loyauté et leur probité. Mais les observateurs étaient particulièrement en attente des changements qui pourraient se dérouler dans les régies financières de l'État. Pour les tenants du pouvoir actuel, il s'agissait de prendre la main à la suite du changement de gouvernement sur des directions et services en charge de la gestion des ressources financières de l'État. Étaient particulièrement sous le feu des projecteurs le ministère des Comptes publics confié à Charles M'BA et celui de l'Économie et des Participations dirigé par Mays MOUSSI. Étant donné le nombre important de ces changements, il ne serait pas aisé de re-

venir sur chacune d'elles, d'où le choix de nous intéresser aux départements les plus importants.

L'entrée des militaires au sein des administrations financières centrales

La nouveauté dans ces administrations est l'arrivée de militaires au sein de ces ministères. En effet, à l'Inspection générale des services du ministère des Comptes publics, on notera la nomination du commandant Grégoire Arnaud BAKITA MOMBO et celle de la générale Sylvie NGUIMBIT ainsi que celle du commandant Loïc OSSIBA en qualité de directeur adjoint de la Solde. Ces derniers auront la charge de ramener de l'ordre dans la gestion des deniers publics.

Les principales nominations dans les grandes régies financières du pays

À la direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor, Yann KOUBJE, promu conseiller spécial à la présidence de la Transition, a cédé la place à un ancien de la maison, Luther ABOUNA YANGUI. Avant le coup de force du 30 août 2023, il était le directeur général de la Concurrence et de la Consommation depuis 2019. Entré au Trésor public en 2003, cet inspecteur central du Trésor aura occupé les fonctions de chef de service des correspondants, de directeur adjoint puis de directeur de la Dépense et de Trésorier central. Durant sept mois, il aura été également directeur général de la Caisse de stabilisation et de péréquation (CAISTAB) en 2019. Il sera secondé dans ses fonctions par Anicet MBADINGA.

Le sulfureux médecin remplacé par un financier

À la tête de la direction générale du Budget et des Finances publiques (DGBFP) Aurélien Marcel MINTSA MI NGUEMA remplace le très controversé Fabrice ANDJOUA BONGO ONDIMBA nommé DG de la Concurrence et de la Consommation. Auditeur financier et comptable, le nouveau patron du Budget est un ancien pensionnaire de l'École nationale d'administration (ENA) de France. Le gouvernement a nommé Thècle Wilfrid NZAMBA MANGALA au poste de DGA.

Promotion d'un cadre maison à la tête de l'administration fiscale

À la tête des Impôts, Éric BOUMAH, un cadre de la maison, a été promu à la direction générale en lieu et place de Gabin OTHA NDOUMBA qui était en fonction depuis le 2 octobre 2020. En effet, ce dernier étant un proche de Ian Ghislain NGOULOU se savait logiquement condamné suite à la disgrâce qui a frappé son mentor. Quant au nouveau DG, c'est la fin d'une longue traversée du désert pour cet inspecteur central des impôts qui aura la lourde tâche de mettre fin à la gabegie qui caractérisait cette régie financière publique. Le nouveau patron des impôts sera épaulé par Pamphile EYUGA, un autre inspecteur central des impôts.

Un militaire rigoureux à la DGDDI

Autre régie dont on attendait des changements : la douane. Le colonel Landry MBONDO est promu Directeur Général des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) avec comme adjointe madame Christobelle MOUERI. Ancien directeur adjoint de la direction générale des Contre-ingérences et de la Sécurité militaire (B2), cet officier aura également la lourde mission de ramener de l'ordre au sein de cette entité paramilitaire en proie à de graves dysfonctionnements au cours de ces dernières années. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



INTERNATIONAL

POURSUITE DE LA TOURNÉE D'EXPLICATION DU PRÉSIDENT DE LA TRANSITION DU GABON

Le général de brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a entamé une offensive diplomatique auprès des pays voisins et de la sous-région afin de restaurer la confiance ébranlée par la chute du régime d'Ali BONGO ONDIMBA. Quels avantages peuvent découler de cette tournée ? Le Gabon peut-il espérer un retour rapide dans la communauté internationale ? Décryptage.



Une tournée diplomatique sous le signe de l'apaisement

Après avoir effectué une courte pause pour se consacrer à la politique intérieure de son pays, le président de la Transition en cours au Gabon a poursuivi son pèlerinage dans la sous-région. Dans le cadre de cette tournée démarrée le 19 septembre avec le président de la Guinée équatoriale Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO, le général de brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a depuis rencontré les présidents Denis SASSOU NGUESSO de la République du Congo, Faustin Archange TOUADERA de la République centrafricaine et Mahamat Idriss DEBY ITNO de la République du Tchad. Cette série de rencontres au sommet est l'occasion pour le chef du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) de rassurer ses pairs quant aux objectifs du régime politique d'exception mis en place à la suite de la destitution d'Ali BONGO ONDIMBA, le 30 août 2023. Une initiative menée par l'ensemble des Forces de défense et de sécurité nationale qui n'avait pas manqué de susciter l'inquiétude des pays voisins qui y voyaient alors un risque de multiplication de ce type d'évènement dans la sous-région. En Afrique centrale, cette prise de pouvoir par les militaires est en effet la seconde après celle du Tchad en 2021, et la 8e en Afrique subsaharienne en trois ans seulement.

Il faut par ailleurs noter qu'à la suite de ce changement non constitutionnel à la tête du Gabon, le pays a été suspendu de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de l'Union africaine (UA), de tous leurs organes ainsi que de leurs activités. Le siège de l'organisation sous-régionale basée à Libreville a été temporairement transféré à Malabo en Guinée équatoriale ainsi que la présidence de la CEEAC. Bien que des sanctions économiques ne soient pas encore appliquées contre le Gabon, ce dernier reste sous la surveillance des bailleurs de fonds de Bretton Woods qui menacent de bloquer la coopération économique et monétaire avec Libreville.

Une nouvelle étape en RDC

Le nouveau chef de l'État gabonais a également entamé sa première visite hors de l'espace de la CEMAC avec la visite officielle effectuée en République démocratique du Congo (RDC). Lors de cette étape, le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a été reçu par le chef de l'État congolais Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO avec lequel les questions liées au renforcement des relations bilatérales entre Kinshasa et Libreville ainsi que le point sur l'évolution de la Transition gabonaise ont été abordés. Là aussi, le président gabonais a sollicité le soutien et l'accompagnement de son homologue congolais afin de permettre un retour du Gabon dans le concert des nations. Cette visite d'État entre donc en

droite ligne dans le processus d'une normalisation des relations diplomatiques entre le Gabon et l'ensemble des pays de la sous-région dont les peuples partagent des liens anciens et pacifiques. À ce titre, une visite est déjà prévue entre le président de la République et son homologue camerounais Paul BIYA, au palais d'Etoudi à Yaoundé. Cette rencontre devrait avoir lieu courant octobre 2023, selon des informations.

Des échanges francs avec les différentes communautés gabonaises

Il faut également noter qu'au cours de ces différentes étapes, le président de la Transition a rencontré les communautés gabonaises installées dans les différents pays où il s'est rendu et où un accueil chaleureux lui a été réservé à chaque fois, y compris par ses compatriotes expatriés avec lesquels il a d'ailleurs tenu à discuter. Au cours de ces échanges, le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, dans le discours franc qui le caractérise désormais, a fait une présentation de la situation actuelle du Gabon, donné les raisons ayant conduit à la déchéance d'Ali BONGO ONDIMBA avant d'exhorter les Gabonais qui le souhaitent à rentrer sans aucune crainte dans leur pays afin de participer à l'édification du Gabon nouveau. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

► PUBLIREPORTAGE

LA CEMAC EN PROSPECTION À PARIS POUR LE FINANCEMENT DE 13 PROJETS INTÉGRATEURS

In vue de la mobilisation des financements pour la mise en œuvre des treize chantiers du deuxième programme de projets intégrateurs prioritaires de l'Afrique centrale, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) animera du 28 au 29 novembre prochain à Paris une table ronde. L'objectif étant de trouver 7,3 milliards d'euros, soit 82,87% du coût total qui est de 8,8 milliards d'euros, pour le financement desdits projets.

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), sous le haut patronage de Denis SASSOU NGUESSO, président de la République du Congo et président dédié du Programme des réformes économiques et financières de la Cemac (Pref-Cemac), organise du 28 au 29 novembre 2023 à Paris, une table ronde. Ce, en vue de la mobilisation des financements pour une deuxième génération de treize projets intégrateurs prioritaires de la Cemac.

« Le coût total de ces treize projets est estimé à 8 835,875 millions d'euros. Sur ce montant, 1 513,701 millions d'euros, soit 17,13% du coût total, ont déjà été mobilisés. Le financement à rechercher se chiffre à 7 322,174 millions d'euros, soit 82,87% du coût total », indique le Pref-Cemac à travers un communiqué.

La table ronde sur le financement des projets intégrateurs de la Cemac est le rendez-vous international des partenaires techniques et financiers, des pays amis, des bailleurs de fonds, des investisseurs internationaux publics et privés pour le financement de projets régionaux intégrateurs prioritaires sélectionnés par le Comité ministériel de pilotage du Pref-Cemac.

« Dans la continuité du succès de la table ronde sur le premier programme de projets intégrateurs, le deuxième programme offre une plateforme unique pour saisir de nouvelles opportunités

d'investissements dans la zone CEMAC et accompagner la région dans sa trajectoire de croissance enclenchée par la mise en œuvre des projets du premier programme », a affirmé Jean-Baptiste ONDAYE, ministre de l'Économie et des Finances de la République du Congo, président du Comité de pilotage du Pref-Cemac.

Cette rencontre vise à donner un coup d'accélérateur à la concrétisation de la vision exprimée par les États membres de la Cemac qui est celle de faire de cette organisation africaine un espace économiquement intégré, socialement prospère, culturellement riche, où la sécurité et la paix règnent durablement, en se fondant sur l'État de droit, la bonne gouvernance et la démocratie, par la création d'une communauté moderne, ouverte à l'innovation et à la technologie, unie, solidaire et tolérante, contribuant efficacement à l'amélioration constante de la qualité de vie de toutes les populations et à tous les niveaux.

Les projets à financer dans la sous-région

Les financements mobilisés au cours de cette table ronde permettront aux pays de la zone Cemac de mettre en place les infrastructures de transport, d'électricité et de télécommunications sans lesquelles aucun décollage économique n'est envisageable, de renforcer la résilience des économies de la sous-région

face aux chocs futurs, de développer les échanges intra-communautaires pour garantir la sécurité alimentaire et tirer davantage profit de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, à l'amélioration de l'emploi et des revenus notamment des jeunes, des ruraux et des femmes et de renforcer l'appui technique et financier aux industries de transformation locale des ressources naturelles, notamment le bois, et l'accélération de l'industrialisation des économies de la sous-région.

Durant ces deux jours de conférence et de rendez-vous d'affaires, les décideurs économiques et politiques de la zone Cemac présenteront aux bailleurs de fonds et aux développeurs de projets treize chantiers structurés autour de quatre axes, à savoir: le développement des infrastructures physiques en soutien au développement et à la compétitivité des économies de la sous-région ; le renforcement de la production d'une énergie stable, bon marché et accessible aux populations de la Cemac; la promotion du marché unique pour renforcer l'intégration commerciale; la diversification économique propice à la densification de la base productive, à la protection de l'environnement, à la croissance inclusive et au développement.

Cette recherche de financement pour la mise en œuvre des treize projets de ce deuxième programme intervient dans un contexte où huit des onze projets du premier programme de projets intégrateurs prioritaires de la Cemac, dont les financements ont été mobilisés lors de la table ronde de Paris de novembre 2020, ont effectivement démarré, enregistrant ainsi des avancées notoires moins de trois ans après ladite table ronde qui a permis de lever 3,8 milliards d'euros sur 3,3 milliards recherchés. Forte de ce succès, la quinzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État de la Cemac a adopté, le 17 mars 2023 à Yaoundé, sur proposition du président Denis SASSOU NGUESSO, une deuxième génération de treize projets intégrateurs prioritaires de la Cemac. Ces projets ont été sélectionnés à travers un processus rigoureux basé sur leur degré de faisabilité, de maturité et de durabilité par le Comité ministériel de pilotage du Pref-Cemac. ●

Brice GOTOA

VOTRE GOÛT
PRÉFÉRÉ EST
DE RETOUR

Maintenant disponible dans tous les points de vente



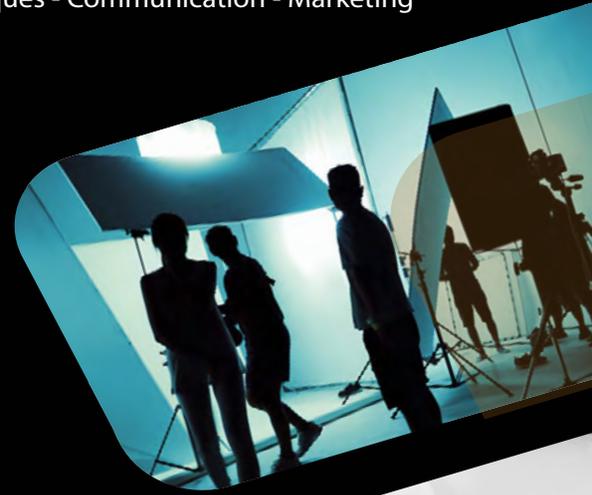
VRAIMENT MAGIQUE





SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL

Relations publiques - Communication - Marketing



STRATÉGIE DE COMMUNICATION

- Mise en Oeuvre
- Elaboration des axes de communication
- Choix des canaux et planification des actions de communication

ÉDITION

- Journaux d'entreprises
- Magazines
- Rapports annuels

GRAPHIC DESIGN

- Charte graphique
- Identité visuelle
- Marketing et Publicité

RELATIONS MÉDIA/PRESSE

- Plan média
- Dossier de conférence de presse
- Communication digitale

SPOT PUBLICITAIRE

- Spot TV et Radio
- Spot d'Affiche
- Vidéo

 **+241 77657575**